###### **D:\utilisateurs\t.neveu2\Pictures\_SGAcom Identifiants\Identifiants MA\MinArm seul vertical.jpg**

###### **Commission de déontologie des militaires**

###### Dossier de saisine

###### de la

###### commission de déontologie des militaires

###### (Article L. 4122-5 du code de la défense

###### et article 432-13 du code pénal)

######

 **DOSSIER « COURANT »**

 **Exercice d’une activité privée lucrative**

 **(dans une structure existante ou dans une structure à créer)**

**SOMMAIRE**

Rapport de présentation du service gestionnaire p. 4

Demande de l’intéressé (à remplir par l’intéressé) p. 5

Déclaration sur l’honneur (à remplir par l’intéressé) p. 6

en cas d’activité envisagée dans une structure existante

Attestation de l’intéressé (à remplir par l’intéressé) p. 7

en cas d’activité envisagée dans une structure à créer

Situation de l’intéressé et présentation de l’activité envisagée p. 8 à 12

(à remplir par l’intéressé)

Attestation de l’autorité hiérarchique d’emploi p. 13

en cas d’activité envisagée dans une structure existante

Attestation de l’autorité hiérarchique d’emploi p. 14

en cas d’activité envisagée dans une structure à créer

Annexe I - coordonnées du secrétariat de la commission p. 15

Annexe II - déroulement de l’instruction du dossier p. 16

**RAPPORT DE PRESENTATION DU SERVICE GESTIONNAIRE**

concernant la demande présentée par[[1]](#footnote-1)…

*(****à établir par le service gestionnaire*[[2]](#footnote-2)***)*

**Références :** articles L. 4122-5 et R. 4122-14 à R. 4122-24-1 du code de la défense

**1 - Situation du déclarant**

**2 - Activité privée lucrative envisagée**

**3 - Fonctions exercées dans les trois années précédant la cessation de fonction**

**4 - Appréciation du responsable du service gestionnaire**

**Le**

**DEMANDE DE L’INTERESSE**

###### A le

Le/La[[3]](#footnote-3)

à

Monsieur le Président de la commission de déontologie des militaires

Objet : Saisine de la commission.

Références : Articles R. 4122-14 à 16 du code de la défense.

Pièce jointe :Un dossier.

J'ai l'honneur de vous soumettre, dans le cadre des articles du code de la défense cités en référence, le dossier ci-joint afin que la commission de déontologie des militaires puisse se prononcer sur la compatibilité des activités privées lucratives que j'envisage d'exercer avec mes fonctions antérieures.

Signature

**DECLARATION SUR L’HONNEUR DE L’INTERESSE**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Exercice d’une activité privée lucrative

**dans une structure existante**

à compter du *(JJ/MM/AAAA)* :…………..

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Je soussigné (nom, prénoms, grade, armée)

* souhaitant mon placement en *(position statutaire demandée)* :

 à compter du *(JJ/MM/AAAA)*:

ou

* devant être rayé des cadres ou des contrôles (ou rayé des cadres depuis)

 le *(JJ/MM/AAAA)*:

et souhaitant exercer une activité privée pour le compte de l'entreprise ou de l'organisme suivant *(préciser les coordonnées de l'entreprise ou de l'organisme)* :

déclare sur l'honneur ne pas avoir, pendant le délai de trois ans fixé par l’article 432-13 du code pénal précédant le début de l’activité envisagée, entretenu des liens avec l'entreprise ou l’organisme

dénommé(e)…………………………………………………………………………………

*(ou avec les entreprises possédant 30% de capital commun)*

consistant

* à assurer la surveillance ou le contrôle de cette entreprise ou cet organisme,
* à conclure des contrats ou à formuler un avis sur des contrats passés avec cette entreprise ou cet organisme,
* à proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme ou à formuler un avis sur de telles décisions.

Et je m’engage à déclarer tout changement d’employeur ou toute création d’entreprise pendant un délai de trois ans à compter de la date mentionnée en tête de la présente déclaration sur l’honneur.

Fait à : , le

Signature

**ATTESTATION DE L’INTERESSE**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Exercice d’une activité privée lucrative

**dans une structure à créer**

à compter du *(JJ/MM/AAAA)* :…………..

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Je soussigné (nom, prénoms, grade, armée)

* souhaitant mon placement en *(position statutaire demandée)* :

 à compter du *(JJ/MM/AAAA)*:

ou

* devant être rayé des cadres ou des contrôles (ou rayé des cadres depuis)

 le *(JJ/MM/AAAA)*:

reconnais avoir été informé qu’en vertu de dispositions des articles L. 4122-5 du code de la défense et 432-13 du code pénal, la structure que j’envisage de créer ne pourra souscrire de contrats avec les entreprises avec lesquelles j’aurais été en relation[[4]](#footnote-4) au sens desdits articles au cours de mes précédentes fonctions durant une période de trois ans.

En outre, je m’engage à déclarer tout changement d’activité pendant un délai de trois ans à compter de la date mentionnée en tête de la présente attestation.

Fait à : , le

Signature

**SITUATION DE L’INTERESSE**

**ET**

**PRESENTATION DE L’ACTIVITE ENVISAGÉE**

**(à remplir par le demandeur)**

---------------------------------------------------

Référence : Article L. 4122-5 du code de la défense.

NOM :

##### PRÉNOMS : Date de naissance :

ARMEE (ou Service) :

##### GRADE : Date de nomination :

Date d’entrée en service :

Adresse personnelle :

Téléphone :

Courriel :

**I - SITUATION MILITAIRE ACTUELLE**

Quelle est votre position statutaire actuelle (activité, disponibilité, détachement, congé du personnel navigant, congé pour convenances personnelles, position hors cadre, etc.) ? :

Dans quelle situation administrative ou position statutaire envisagez-vous d’exercer votre activité lucrative ? (cocher la case correspondante) :

* Rayé des cadres ou des contrôles à compter du :
* Placé en deuxième section des officiers généraux à compter du :
* Placé en disponibilité à compter du :
* Placé en congé du personnel navigant à compter du :
* Placé en congé pour convenances personnelles à compter du :
* Placé en congé de reconversion ou congé complémentaire de reconversion à compter du :
* Placé en détachement à compter du :
* Placé en position hors cadres à compter du :

**II - AU COURS DES TROIS ANNEES PRECEDANT VOTRE PLACEMENT DANS LA POSITION INDIQUEE, QUELLES ONT ETE VOS FONCTIONS MILITAIRES ?**

Précisez les différentes étapes de votre carrière au cours des trois années concernées en indiquant pour chacune d'elles :

* votre corps statutaire,
* l'organisme ou le service dans lequel vous serviez *(expliciter les sigles),*
* le grade que vous déteniez
* les fonctions *détaillées* que vous exerciez

* + Du au :
	+ Du au :
	+ Du au :

 . . .

Préciser, le cas échéant, pour chaque période, les entreprises ou secteurs professionnels avec lesquels vous étiez en contact[[5]](#footnote-5) :

**III - VOUS SOUHAITEZ EXERCER UNE ACTIVITE PRIVEE LUCRATIVE**

Selon le cas :

* en cas d’exercice d’une activité dans une structure existante, précisez le nom de l’entreprise ou de l’organisme, ses coordonnées et son secteur d’activité ;
* en cas de création d’une entreprise, précisez son statut, son secteur d’activité et toute information vous paraissant utile ;
* **dans tous les cas, joindre les statuts de l’entreprise ou de l’organisme**
* Nom ou raison sociale :
* Adresse :
* Téléphone :
* Secteur d'activité de l'entreprise ou de l’organisme :
* Quelle sera votre fonction au sein de cette entreprise ou organisme ?
* A quelle date est-il prévu que vous commenciez à exercer cette activité ?

**IV QUESTIONNAIRE A REMPLIR**

***(Indiquer « sans objet » le cas echeant pour les questions ne vous concernant pas )***

* Comment avez-vous connu cette entreprise ou cet organisme ?
* Savez-vous si cette entreprise ou cet organisme ont des relations avec le ministère des armées ? Si oui, lesquelles ?
* Quelle précisions pouvez-vous apporter sur votre fonction au sein de cette entreprise ou de cet organisme ?
* Pourrez-vous dans cette nouvelle activité être en relation avec le ministère, voire avec votre ancien service ?
* Pourrez-vous dans cette nouvelle activité être en relation avec des entreprises avec lesquelles vous étiez en contact dans vos fonctions antérieures ?
* Si vous avez exercé de hautes responsabilités au sein du ministère durant ces trois dernières années, avez-vous rempli une déclaration d’intérêts ou une déclaration de situation patrimoniale ?
* Autres renseignements ou explications complémentaires

*(ajouter éventuellement une page supplémentaire et joindre tout document utile)*

**ATTESTATION**

**DE**

**L’AUTORITEHIERARCHIQUE D'EMPLOI[[6]](#footnote-6)**

**durant le délai de trois ans[[7]](#footnote-7)**

**précédant le départ temporaire ou définitif du demandeur**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

MODELE 1 :

Exercice d’une activité privée lucrative

**dans une structure existante**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Le[[8]](#footnote-8)

atteste que le[[9]](#footnote-9)

affecté au poste de[[10]](#footnote-10)

n'a pas été amené à entretenir des liens avec l'entreprise ou l’organisme dénommé(e),

………………………………………………………………………………

*(ou avec les entreprises possédant 30% de capital commun)*

consistant *(rayer le cas échéant une ou plusieurs mentions)*:

* à assurer la surveillance ou le contrôle de l'entreprise ou de l’organisme,
* à conclure des contrats ou à formuler un avis sur des contrats passés avec cette entreprise ou cet organisme,
* à proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme ou à formuler un avis sur de telles décisions.

Précisions éventuelles :

Fait à, le[[11]](#footnote-11)

 Signature

**ATTESTATION**

**DE L'AUTORITE HIERARCHIQUE D'EMPLOI**

**durant le délai de trois ans[[12]](#footnote-12)**

**précédant le départ temporaire ou définitif du demandeur**

\_\_\_\_\_\_

MODELE 2 :

Exercice d’une activité privée lucrative

**dans une structure à créer**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Le[[13]](#footnote-13)

atteste qu’au regard de l’activité qu’il envisage d’exercer au sein d’une structure à créer, le[[14]](#footnote-14)

affecté au poste de[[15]](#footnote-15) ,

n’a pas eu, pendant le délai fixé à l’article 432-13 du code pénal (trois ans), dans les entreprises ou organismes soumis à sa surveillance ou à son contrôle, ou avec lesquels il aurait négocié des contrats de toute nature, ou sur lesquels il aurait porté un avis, des intérêts susceptibles de compromettre son indépendance.

 Fait à[[16]](#footnote-16), le

 Signature

ANNEXE I

### COORDONNÉES DU SECRÉTARIAT DE LA

## COMMISSION DE DEONTOLOGIE DES MILITAIRES (à conserver par le demandeur)

Adresse : Ministère des Armées

Secrétariat de la commission de déontologie des militaires

60 boulevard du général Martial Valin

CS21623

75509 PARIS Cedex 15

Secrétaire général : 09 88 68 63 05

Secrétariat :

* Assistante : 09 88 68 62 96
* Assistante : 09 88 68 63 09

**Les dossiers doivent être obligatoirement transmis au secrétariat de la commission par l’intermédiaire des services gestionnaires.**

ANNEXE II

DÉROULEMENT DE L’INSTRUCTION DU DOSSIER (à conserver par le demandeur)

* Votre saisine de la commission de déontologie des militaires doit être transmise à votre service gestionnaire[[17]](#footnote-17). Ce dernier adresse cette demande au secrétariat de la commission de déontologie des militaires. Veillez à bien fournir les éléments demandés pour éviter de retarder l’étude de votre demande.
* Vous serez informé de la date d’examen en commission de votre demande.
* Un rapporteur (officier ou fonctionnaire de catégorie A du ministère) est désigné pour instruire votre dossier sous la direction du rapporteur général, qui est un contrôleur général des armées. Ce rapporteur peut vous contacter (par messagerie ou par téléphone) pour obtenir des précisions sur vos fonctions antérieures au regard de la structure que vous vous proposez de rejoindre ou de créer. Il convient à sa demande de lui fournir tout document utile tels que fiche de poste, organigramme, instructions, notes de service concernant vos fonctions antérieures, de préciser le poste que vous envisagez d’occuper et, le cas échéant, de mentionner les liens capitalistiques entre la société rejointe et celles avec lesquelles vous étiez en relation précédemment.
* Vous pouvez être auditionné par la commission, soit à sa demande, soit parce que vous l’estimez nécessaire compte tenu de vos fonctions antérieures. Dans l’un et l’autre cas vous recevrez un courrier vous précisant l’heure et le lieu de l’audition. Vous pouvez vous faire assister par la personne de votre choix.
* La commission de déontologie des militaires, qui est présidée par un conseiller d’Etat, est notamment composée de membres de la Cour des comptes et du Contrôle général des armées ainsi que d’officiers généraux.
* Elle rend un avis au ministre compétent. Le ministre ou son représentant prendra une décision qui vous sera notifiée par votre service gestionnaire.

1. Grade, nom, prénom de l'auteur de la demande [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour les officiers généraux, rapport du chef du bureau des officiers généraux [↑](#footnote-ref-2)
3. Grade, nom, prénom de l'auteur de la demande [↑](#footnote-ref-3)
4. Assurer la surveillance ou le contrôle de l'entreprise ou de l’organisme, conclure des contrats ou à formuler un avis sur des contrats passés avec cette entreprise ou cet organisme, proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme ou à formuler un avis sur de telles décisions. [↑](#footnote-ref-4)
5. Si vous l’estimez utile au regard de votre situation, vous pouvez ajouter un rapport personnel d’une page maximum, l’organigramme et les textes d’organisation du service, votre fiche de poste, etc. [↑](#footnote-ref-5)
6. Dans le cas où le militaire a eu plusieurs affectations durant cette période de 3 ans, il peut être nécessaire de fournir une attestation par affectation. [↑](#footnote-ref-6)
7. fixé à l’article 432-13 du code pénal. [↑](#footnote-ref-7)
8. Grade, nom, prénom, qualité de l'autorité hiérarchique [↑](#footnote-ref-8)
9. Grade, nom, prénom de l'auteur de la demande [↑](#footnote-ref-9)
10. Fonctions exercées, dates de prise et fin d'affectation [↑](#footnote-ref-10)
11. Signature et cachet de l'autorité [↑](#footnote-ref-11)
12. fixé à l’article 432-13 du code pénal. [↑](#footnote-ref-12)
13. Grade, nom, prénom, qualité de l'autorité hiérarchique [↑](#footnote-ref-13)
14. Grade, nom, prénom de l'auteur de la demande [↑](#footnote-ref-14)
15. Fonctions exercées, dates de prise et fin d'affectation [↑](#footnote-ref-15)
16. Signature et cachet de l'autorité [↑](#footnote-ref-16)
17. Ou au BOG pour les officiers généraux [↑](#footnote-ref-17)